



CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES – TERMES DE REFERENCE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Agence Française de Développement

5, rue Roland Barthes

75598 Paris Cedex 12 - RCS PARIS B 775 665 599

Téléphone : + 33 (0)1 53 44 31 31

Concernant la prestation

Référence : EDU-2024-0653

**ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE « CONSTRUCTION
ET E&S » POUR LE PROJET DE CENTRE DE FORMATION
POLYTECHNIQUE ET DE RECONVERSION
PROFESSIONNELLE (CFP-RP) A CANKUZO, AU BURUNDI**

Projet CBI1075

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	Présentation des entités	4
ARTICLE 2.	Présentation du Service Prescripteur	4
ARTICLE 3.	Contexte et objectifs de la mission	5
	Préambule.....	5
	Le contexte du projet.....	5
	L'objet du projet.....	6
	Le contenu du projet	7
	Focus sur l'activité 1.1. du projet.....	7
	Le mode opératoire du projet	8
	Le contexte environnemental et social du projet.....	8
ARTICLE 4.	Objet du marché.....	8
	Définition de la prestation	9
	Objet de la prestation	9
ARTICLE 5.	Prestation attendue dans le cadre de la présente consultation	9
5.1	Détail de la prestation attendue	9
1.	Préparation du projet : programmation, études et diagnostics préalables.....	9
2.	Appui à la passation de tous les marchés nécessaires à l'opération	10
3.	Gestion administrative et financière	11
4.	Suivi des études de conception.....	12
5.	Suivi et supervision des travaux	12
6.	Réception et clôture du projet	14
7.	Transfert de compétences.....	15
8.	Rapportage	16
9.	Fin de mission.....	16
1.	Coordination et dialogue	16
2.	Système de management environnemental et social (SMES)	16
3.	Suivi des études :.....	16
4.	Suivi des travaux :.....	17
5.	Gestion des plaintes et des incidents.....	17
6.	Transfert de compétences.....	18
7.	Rapportage	18
5.2	Conditions de livraison/d'exécution et interlocuteurs	18
5.3	Méthodologie attendue.....	19
5.4	Durée estimée de la prestation, étapes intermédiaires, délais d'intervention.....	19
5.5	Livrables attendus	20

ARTICLE 6.	Validation des livrables par l'AFD	21
6.1	Processus de validation des livrables	21
6.2	Critères de validation des livrables	21
6.3	Compétences attendues du Prestataire	22
ARTICLE 7.	Contraintes imposées par l'AFD	23
ARTICLE 8.	Moyens mis à disposition du Prestataire	23
ARTICLE 9.	Annexes	23
ANNEXE 1 -	Note de concept du projet CBI1075	24
I – PRESENTATION DU PROJET	24
1	Le projet dans son contexte	24
2	Problématique identifiée	25
3	Finalité et objectif(s) spécifique(s) du projet	26
4	Contenu du projet et stratégie.....	27
5	Intervenants et mode opératoire	29
6	Dispositif de suivi-évaluation	29
II- FINANCEMENT	30
1	Coût et plan de financement	30
2	Schéma fiduciaire	30
CARTES	31	

ARTICLE 1. Présentation des entités

Le groupe Agence française de développement (AFD) est un établissement public qui finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et durable. Plateforme française d'aide publique au développement et d'investissement de développement durable, nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud.

Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer et dans 115 pays, pour les biens communs de l'humanité – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable. Pour un monde en commun.

Au moyen de subventions, de prêts, de fonds de garantie ou de contrats de désendettement et de développement, l'AFD finance des projets, des programmes et des études et accompagne ses partenaires du Sud dans le renforcement de leurs capacités.

Sa filiale **Proparco** (www.proparco.fr) soutient les investissements privés. Dédiée à mobilisation de l'expertise publique française, **Expertise France** (www.expertisefrance.fr) devrait rejoindre le groupe AFD en 2022.

L'AFD collabore également avec les réseaux académiques français et internationaux pour alimenter les débats et réflexions prospectives sur le développement.

Elle assure la gestion du **Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM)**, qui cofinance des projets conciliant environnement et développement.

L'ensemble des informations relatives à l'AFD, et notamment sa Charte d'Éthique que le prestataire est fortement invité à consulter, sont accessibles sur le lien suivant : www.afd.fr.

ARTICLE 2. Présentation du Service Prescripteur

La Division de l'Éducation, de la Formation et de l'Emploi (EDU) de l'AFD, au sein de la Direction Exécutive Solutions Développement Durable (SDD), accompagne ses partenaires dans les transitions démographiques, sociales, écologiques et numériques équitables et durables. L'acquisition de savoirs et de compétences tout au long de la vie et l'accès à l'emploi sont les clés de voûte d'un développement économique et social durable. En conséquence, l'AFD finance tout le continuum éducatif et facilite les synergies entre les différents sous-secteurs (éducation primaire et secondaire, enseignement supérieur, formation professionnelle, insertion sur le marché du travail par l'emploi et l'entrepreneuriat). L'AFD y a consacré plus de 5 Mds€ depuis 2000, avec une priorité forte sur l'Afrique (85 % du portefeuille) et une croissance soutenue depuis 2010, à la faveur de l'élargissement de son mandat d'intervention (enseignement supérieur, insertion professionnelle) et de la diversification de ses outils financiers et modalités d'intervention (délégations de fonds, prêts de politique publique, subventions...). Depuis 2016, la Division EDU intervient plus particulièrement sur des enjeux ciblés de qualité, de pertinence et d'équité permettant de construire des compétences fondamentales (éducation de qualité et équitable), professionnelles et transversales (travail d'équipe, savoir-être) ainsi que des capacités

d'innovation et de recherche (compétitive et innovation). La stratégie de la Division est disponible sur le site internet de l'AFD.

ARTICLE 3. Contexte et objectifs de la mission

Préambule

En septembre 2024, le financement du projet d'appui à la formation professionnelle au Burundi a été octroyé par l'AFD pour un montant de 9 MEUR (subvention). La maîtrise d'ouvrage du projet relève du Ministère de l'Education nationale et de la recherche scientifique (MENRS). Le financement permettra principalement la construction et l'équipement d'un centre de formation polytechnique et de reconversion professionnelle (CFP-RP) à vocation régionale dans la ville de Cankuzo (province de Buhumuza), et appuiera le renforcement de l'offre de formation, en phase avec les opportunités d'emplois, de la coopération entre écoles et entreprises, des capacités institutionnelles ainsi que l'autonomisation économique des femmes et de l'inclusion sociale. D'un point de vue environnemental et social, le projet a été classé B par l'AFD, ce qui correspond à des risques E&S modérés.

L'étude de faisabilité a été réalisée par et est divisée en trois volets : (i) formation professionnelle, (ii) infrastructure et environnement, (iii) genre et inégalités. Les livrables suivants sont disponibles :

- (i) Volet formation professionnelle
 - Compte-rendu de la mission exploratoire qui s'est tenue en novembre 2023
 - Rapport d'analyse sectorielle suite à la mission qui s'est tenue en avril 2024
- (ii) Infrastructure et environnement
 - Cadrage Environnemental et Social
 - Etude d'Impact Environnemental et Social restreinte
 - Etude de pré-programmation architecturale

Dans le cadre de l'étude de faisabilité, les livrables qui restent à produire sont les suivants :

- (ii) Volet infrastructure et environnement
 - Etude de programmation architecturale
- (iii) Volet genre et inégalités
 - Diagnostic genre et inégalités
 - Plan d'Action Genre et Inégalités

Le contexte du projet

Le Burundi est caractérisé par une croissance démographique très forte qui produit une pression considérable sur un secteur éducatif fragile dont les taux d'achèvement et les niveaux des apprentissages sont faibles. En dépit de quelques initiatives ponctuelles financées par les partenaires techniques et financiers, le secteur de la formation professionnelle n'est pas doté de mécanismes systématisés d'insertion professionnelle. Le marché du travail, en majorité informel, a une capacité d'absorption limitée au regard du nombre important des jeunes qui y entrent - environ 150 000 chaque année, ce nombre devant augmenter dans les dix prochaines années.

Malgré les progrès réalisés en termes d'éducation et de formation, le système éducatif burundais conserve un caractère théorique, généraliste, peu professionnalisant et ne répond plus efficacement aux impératifs de l'économie et du marché du travail. Les offres de formation à l'enseignement fondamental, post-fondamental et supérieur sont principalement orientées vers l'acquisition de connaissances et peu tournées vers l'apprentissage d'un métier. Beaucoup de lauréats de l'enseignement fondamental (9 années d'enseignement) et post-fondamental (secondaire) qui ne terminent pas avec succès et qui ne parviennent pas à s'insérer au niveau supérieur deviennent des jeunes « chômeurs » sans qualification pratique pour un emploi ou un métier.

Dans ce contexte, le Gouvernement de la République du Burundi a pour ambition de mettre en place cinq « Centre de Formation Polytechnique et de Reconversion Professionnelle (CFP-RP, décret paru en décembre 2023) » en faveur des jeunes dans les filières porteuses d'emploi. Un premier centre a été construit dans la province de Karusi sur financement de l'Etat avec un appui financier de la BAfD en cours pour les équipements. Un second est en cours de préparation dans la province de Cibitoke. L'AFD accompagnera la création d'un troisième centre dans la future province de Buhumuza¹ et qui couvrira les actuelles provinces de Ruyigi, Muyinga et Cankuzo.

Les 3 provinces visées par le projet sont parmi les provinces les plus reculées et touchées par la pauvreté. La future province de Buhumuza (qui regroupe Muyinga, Cankuzo et Ruyigi) a été également retenue au regard des enjeux en termes d'emploi et d'insertion. Selon l'Enquête Intégrée des Conditions de Vie des Ménages du Burundi (Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages Burundais, ECVMB 2019-2020), le taux de sous-emploi de 70.5% dans la province de Muyinga est l'un des plus élevés au Burundi. Le taux de sous-emploi dans les provinces de Cankuzo et Ruyigi, respectivement de 63.6% et 46.1% est aussi élevé. Les trois provinces couvertes par le futur centre régional sont marquées par des niveaux de pauvreté élevée².

Ce centre régional de formation professionnelle a vocation à développer une offre accessible pour un public majoritairement rural et défavorisé, dans un contexte où l'offre de formation professionnelle de qualité est inexistante (secteur sous-financé malgré une demande en croissance projetée à +45% d'ici 2030). Les cibles du centre comprennent les jeunes et adultes sortis du système scolaire, dans l'emploi ou sans emploi. La formation initiale (BTS, 2 ans) est accessible aux bacheliers mais aussi aux sortants des CEM/CFP, ayant au moins 2 ans d'expérience professionnelle.

L'objet du projet

Le projet vise à développer l'accès à la formation et à l'insertion professionnelle au Burundi. Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- L'amélioration de l'offre de formation, sensible au genre et inclusive, à travers la construction d'un établissement polyvalent et l'appui aux centres de formations présents dans la province ;

¹ En Juillet 2022, le gouvernement de Burundi a décidé de procéder à un redécoupage administratif qui devrait entrer en vigueur en 2025 afin de réduire le nombre de provinces à 5 (aujourd'hui de 18) et de communes à 42 (aujourd'hui de 119).

² Ces 3 provinces font partie des 8 provinces du pays (sur 18) observant des taux de pauvreté (monétaire) supérieurs à la moyenne nationale. La part des ménages issus du *bottom 40* dans ces trois provinces est également particulièrement élevée (53,4% des ménages dans la province de Cankuzo, 55,6% dans la province de Ruyigi et 57,6% dans la province de Muyinga, voir Fiche pays *Bottom 40*).

- L'appui à l'insertion des jeunes et des adultes sortants à travers le développement de stages, de l'auto-emploi/entrepreneuriat ;
- Le renforcement des liens avec le secteur privé et de l'autonomie pédagogique et financière ;
- Un appui transversal au MENRS notamment pour une meilleure prise en compte des inégalités de genre et sociales, et pour renforcer ses capacités d'évaluation prospectives des besoins en compétences du marché du travail.

Le contenu du projet

Le contenu du projet est détaillé dans la note conceptuelle (cf. annexe 1).

Les activités financées sont les suivantes :

- Act. 1.1 : construire et équiper le centre
- Act. 1.2 : rénover les curricula, adapter l'offre du centre au monde professionnel
- Act. 2.1 : former les agents de la DGETFP
- Act. 2.2 : former les personnels du centre et des centres de la province
- Act. 2.3 : mobiliser les services d'une ONG sur les enjeux genre et inclusion sociale
- Act. 3.1 : soutien au PAEEJ
- Act. 3.2 : collaboration avec des entreprises pour la réalisation de stages

Focus sur l'activité 1.1. du projet

L'activité 1.1. vise la conception et la construction du CFP-RP de Cankuzo correspondant aux trois filières retenues : bâtiment et travaux publics, transformation agroalimentaire et gestion des coopératives. Le nouvel établissement disposera de toutes les infrastructures nécessaires à son bon fonctionnement : administration, salles de classes, ateliers (« technopole »), réfectoires, internats. A terme, des bâtiments annexes sont envisagés (non financés par l'AFD).

La parcelle est située dans la province de Cankuzo, colline Nyakerera (8km au Nord de la commune de Cankuzo) et occupe une superficie de 237 100 m². Le projet prévoit la construction d'un maximum de 7 330 m² de surface utile de bâtiments.

La conception et l'aménagement du centre prendront en compte les meilleures pratiques favorisant l'inclusion (par exemple accessibilité pour les personnes en situation de handicap), la cohésion sociale (espace collectifs et sportifs), et la mise en place d'espaces assurant la dignité, la sécurité et le bien-être des personnes (notamment en ce qui concerne les dortoirs, les toilettes). Dans la mesure du possible ces nouveaux bâtiments seront conçus pour réduire les coûts d'exploitation.

Le MENRS souhaite réaliser un projet ambitieux en termes d'architecture et de performance énergétique, adapté à son environnement local.

Cette composante couvrira également l'acquisition des équipements techniques et pédagogiques nécessaires au fonctionnement du centre en lien avec les filières.

Le gouvernement Burundais prendra en charge la connexion au réseau d'eau, d'électricité et s'assurera de l'accès terrestre du site.

Le budget dédié à la Composante 1 (études, construction, équipements, aléas) est de 7,5 MEUR (hors AMO).

Le mode opératoire du projet

Le bénéficiaire est la République du Burundi, représentée par le Ministère des Finances. Le Ministère de l'Education nationale et de la recherche scientifique assure la maîtrise d'ouvrage du projet. Le MENRS est organisé avec un Secrétaire Permanent en charge entre autres de la supervision de l'ensemble des financements extérieurs, d'un Directeur Général de l'Enseignement Technique et de la formation professionnelle (DGETFP), ainsi que d'un directeur du Bureau des Infrastructures Scolaires, de l'Entretien et de la Maintenance (BISEM). Pour faciliter la mise en œuvre du projet, il est envisagé la mise en place d'une unité de coordination de projet au sein du MENRS (ingénieur, comptable, passation des marchés, expert E&S).

Le MENRS sera responsable de la passation des marchés d'études, de travaux et d'équipements. Le MENRS comprend une cellule de gestion des marchés publics (CGMP). La « Personne Responsable » de tous les marchés publics est le Secrétaire Permanent chargé des services de l'Administration Scolaire et de la gestion des ressources du MENRS. Pour chaque marché, la commission de passation est nommée par la Personne Responsable (donc le SP), tandis que les sous-commissions sont nommées par le Président de la commission de Passation. Aujourd'hui, la Cellule de Gestion des Marchés Publics est composée de 35 personnes, toutes issues des différentes directions techniques du MENRS.

L'AFD sera en charge de passer les marchés relatifs à l'assistance technique du projet et aux audits financiers externes. Les contrats relatifs à ces marchés seront signés par l'AFD. L'assistance technique identifiée en phase d'instruction concerne un profil temps plein résidentiel sur le volet infrastructures (ingénieur/architecte) dont le temps sur place sera progressivement dégressif et un profil perlé sur les sujets environnementaux et sociaux.

Le contexte environnemental et social du projet

En conformité avec les procédures de l'AFD, le cadre normatif Environnemental & Social pour un projet B+ à respecter est la réglementation nationale et internationale applicable au Burundi ainsi que les normes environnementales et sociales (NES) de la Banque Mondiale.

Une Etude d'Impact Environnemental et Social a été réalisée dans le cadre de l'instruction du projet. Cependant, cette étude n'a pas donné complètement satisfaction à l'AFD et sera à reprendre dans le cadre de la conception du projet. Un plan de gestion E&S sera élaboré à l'issue de cette évaluation et sera suivi dans le cadre de la mise en œuvre du projet. Ce PGES déclinera les clauses ESSS renforcées à intégrer dans les DAO travaux.

ARTICLE 4. Objet du marché

Définition de la prestation

L'assistance technique à maîtrise d'ouvrage « construction » (AMO construction) est une prestation de conseil et d'assistance générale à caractère technique, financier, administratif et contractuel dont la finalité est de permettre au Maître de l'ouvrage (MENRS) d'exercer pleinement sa mission et ses responsabilités en prenant, à chaque étape de l'opération de construction, depuis la préparation du programme jusqu'à la réception des travaux, les décisions les plus favorables à une optimisation des résultats, afin de garantir : le respect des objectifs du programme, le respect des coûts, la qualité des prestations, le respect des délais et la réduction des risques de contentieux.

L'AMO « environnemental et social » (AMO E&S) est une prestation de conseil et d'assistance générale à caractère technique et réglementaire, dont la finalité est de permettre au Maître de l'ouvrage (MENRS) de s'assurer que le projet respecte et intègre les principes de durabilité environnementale et sociale, en conformité avec les normes nationales et internationales.

Objet de la prestation

Dans le cadre du lancement du projet d'appui à la formation professionnelle au Burundi, le MENRS et l'AFD souhaitent recruter une assistance technique à maîtrise d'ouvrage pour (i) le suivi de la composante infrastructure du projet (AMO construction) et (ii) le suivi des aspects E&S (AMO E&S). Les AMO devront intervenir à chaque étape du projet, depuis la préparation jusqu'à la clôture. Ils s'assureront que toutes les activités sont conformes aux objectifs, aux spécifications techniques et aux attentes du MENRS.

L'objectif, en termes de calendrier, est de démarrer la prestation en mars 2025.

Les principales activités assignées au Prestataire dans le cadre de cette mission sont résumées dans les sections ci-après.

ARTICLE 5. Prestation attendue dans le cadre de la présente consultation

5.1 Détail de la prestation attendue

En concertation étroite et permanente avec le MENRS et son Equipe de Coordination du projet, l'AMO construction et l'AMO E&S réaliseront l'ensemble des prestations détaillées dans les missions ci-dessous.

Tout au long du projet, ils veilleront à collaborer avec toutes les parties prenantes du projet (MENRS, UCP, CGMP, expertises mobilisées, notamment sur le volet ingénierie de la formation).

Les tâches attendues de **l'AMO construction** sont décrites ci-dessous.

1. Préparation du projet : programmation, études et diagnostics préalables

Revue documentaire

L'AMO construction réalisera dans un premier temps une revue approfondie des études de faisabilités déjà produites pour s'assurer qu'elles couvrent tous les aspects du projet. Il proposera des ajustements si nécessaires.

Etudes et diagnostics préalables

L'AMO construction sera chargé de superviser les études complémentaires nécessaires. Au stade du pré-programme, les études et diagnostics préalables identifiés et devant être menés à bien pendant la phase de programmation détaillée sont les suivantes (liste non exhaustive) :

- Etudes topographiques,
- Réalisation des études géotechniques,
- Etude d'Impact Environnemental et Social en phase de conception (EIES post octroi).

Au démarrage des prestations, l'AMO « Construction » indiquera s'il a identifié des études ou diagnostics supplémentaires.

Programme :

Le programme architectural sera réalisé par une expertise mobilisée par l'AFD. En étroite collaboration avec le MENRS, l'AMO construction devra contribuer à ce que la démarche de programmation permette de produire un programme consensuel et de qualité, compatible avec les obligations et contraintes fixées par le MENRS. Toutefois, il ne se substituera pas, en la matière, au programmiste.

2. Appui à la passation de tous les marchés nécessaires à l'opération

A chaque phase de l'opération, l'AMO construction appuiera le MENRS à (i) mettre en œuvre les procédures de passation des marchés/contrats conformément au Code des marchés publics burundais et aux Directives de passation de marchés de l'AFD (lien : [Directives pour la passation des marchés financés par l'AFD dans les États étrangers | AFD - Agence Française de Développement](#)), (ii) engager les contrats nécessaires au bon déroulement du calendrier de l'opération, (iii) suivre le démarrage, l'exécution et l'achèvement des marchés (réception technique, provisoire, définitive).

Au stade du pré-programme, les marchés identifiés, sans être exhaustif, sont les suivants :

- Bureaux d'études qui auront en charge les autres études ou diagnostics nécessaires ;
- Maîtrise d'œuvre ;
- Contrôle technique (CT) si nécessaire ;
- Entreprises de travaux ;
- Fournisseurs d'équipements.

En plus des exigences ci-dessous, l'AMO construction devra tenir compte et respecter :

- **La Convention de financement n°CBI 1075 01 qui sera signée entre la République du Burundi et l'AFD**
- **Le code des marchés publics burundais et les Directives de passation des marchés de l'AFD ;**
- Les procédures administratives, financières et comptables du projet qui seront organisées dans le manuel de procédures du projet ;
- Les normes Environnementales et Sociales de l'AFD applicables au projet ;

Rédaction des dossiers de consultation et des contrats :

L'AMO construction accompagnera le MENRS/CGMP dans l'élaboration (i) du plan de passation des marchés relatifs à l'opération, (ii) de l'ensemble des termes de références/cahier des charges

techniques, (iii) de l'appel à manifestation d'intérêt de candidatures, (iv) des dossiers d'appel d'offres pour sélectionner les prestataires listés précédemment, (v) des contrats et veillera à proposer : des spécifications claires et précises, des clauses contractuelles robustes, des critères de sélection objectifs pour l'évaluation des offres.

L'AMO construction participera aux réunions préalables (éventuellement sur site), et appuiera les réponses aux questions des candidats lors de la consultation.

L'AMO construction appuiera le MENRS dans l'analyse technique et financière des offres, notamment en rédigeant une note d'analyse pour le MENRS qui identifiera les points forts et les points faibles de chaque proposition.

L'AMO construction appuiera le MENRS à présenter à l'AFD des documents (PPM, AMI, DAO, rapport d'analyse des offres et d'attribution, contrats) conformes aux Directives de passation des marchés de l'AFD et au Code des marchés publics burundais.

Si les Directives de passation des marchés de l'AFD le prévoit, l'AMO construction assistera le MENRS dans négociation ou la mise au point des offres avec les candidats.

3. Gestion administrative et financière

Gestion des contrats et des modifications :

L'AMO construction appuiera le MENRS dans la phase d'engagement des marchés (constitution d'un document contractuel complet comprenant toutes les garanties exigées au démarrage du contrat). L'AMO construction appuiera le MENRS dans le suivi de l'exécution du marché, c'est-à-dire dans le suivi du respect par les Prestataires de leurs obligations contractuelles. Il s'agira particulièrement du suivi de la remise des livrables (infrastructures, biens, services ou documents) en qualité et en temps convenus. L'AMO construction appuiera le MENRS dans l'achèvement des marchés, c'est-à-dire aux phases de réception techniques, provisoires et définitive des ouvrages, ainsi que dans la constitution des dossiers de Demande de versement que le MENRS présentera à l'AFD.

En cas de modification du projet, l'AMO construction appuiera le MENRS à analyser les propositions de modifications (qui prennent la forme d'un pro forma, d'un devis ou d'une offre technique et financière) des Prestataires. Cette analyse tiendra compte de la qualité attendue des ouvrages, du respect du calendrier du projet et de l'enveloppe budgétaire disponible. Il appuiera le MENRS à présenter à l'AFD un ou des projets d'avenant aux marchés qui soient conformes aux Directives de passation des marchés de l'AFD et au Code des marchés publics burundais.

En cas de défaillance du titulaire du marché, l'AMO construction proposera au MENRS des mesures de sauvegarde à adopter (mise en demeure, résiliation, etc.).

Suivi rigoureux des budgets et des prévisions financières :

Tout au long du projet, l'AMO construction actualisera les prévisions budgétaires en fonction de l'avancement, des ajustements contractuels et des imprévus. En se basant sur l'existant au sein de la structure du MENRS, il mettra en place des outils de suivi financier comme des tableaux de bords.

L'AMO construction contrôlera et validera les décomptes présentés par les prestataires, en vérifiant que les prestations sont effectivement réalisées conformément aux spécifications.

L'AMO construction mettra en place un calendrier de paiement des prestataires, en veillant à ce que les paiements soient réalisés en temps voulu pour éviter les retards, tout en protégeant les intérêts du MENRS.

Suivi rigoureux du calendrier :

Tout au long du projet, l'AMO construction actualisera le calendrier détaillé de l'ensemble de l'opération (au minimum tous les mois, et sur demande du MENRS).

Assurances :

Conformément aux standards internationaux, l'AMO construction appuiera le MENRS dans la contractualisation pour l'assurance dommages-ouvrages.

Il appuiera le MENRS dans la vérification de la couverture des bureaux d'études et des entreprises par les assurances nécessaires (garantie décennale, responsabilité civile professionnelle).

4. Suivi des études de conception

Avant-projet sommaire (APS) et avant-projet détaillé (APD) :

Après attribution des marchés, l'AMO construction supervisera (planifiera, pilotera et coordonnera) les études d'avant-projet sommaire (APS) et d'avant-projet détaillé, en veillant à ce qu'elles soient conformes aux exigences définies dans le programme technique, à la prise en compte des remarques effectuées à la phase précédente, à la conformité, au respect de la stratégie énergétique et environnementale, au respect des exigences sur les aspects genre, à la cohérence entre l'estimation et l'enveloppe financière du projet (travaux, fonctionnement, maintenance), à la cohérence en terme de calendrier.

L'AMO construction proposera au MENRS la validation des orientations techniques, son analyse concernant chacune des modifications de programme (acceptation, acceptation avec réserve ou refus), les postes d'économies éventuelles, des ajustements si les solutions techniques proposées ne sont pas optimales en termes de coût ou de durabilité ou encore de maintenance, la décision de réception de la phase d'étude (acceptation, acceptation avec réserve ou refus).

Autorisations administratives nécessaires :

L'AMO construction s'assurera de la cohérence des dossiers à déposer aux autorités (permis de construire, approbation environnementale, etc.) et de la conformité avec les textes réglementaires. Il effectuera le suivi des dossiers lors de l'instruction.

Phase Etudes de projet (PRO):

Une fois l'avant-projet validé, l'AMO construction s'assurera que toutes les pièces techniques des études produites par la maîtrise d'œuvre sont exhaustives et conformes aux exigences. Il veillera à ce que les études respectent les normes locales et les normes fixées par le projet en termes de construction, de sécurité, d'environnement, d'accessibilité (sécurité incendie, PMR, normes antisismiques, etc.). Il veillera à la cohérence entre les différents lots, pour éviter tout conflit lors de l'exécution des travaux.

5. Suivi et supervision des travaux

L'AMO construction soutiendra le MENRS dans son rôle de suivi des travaux, sans empiéter sur les responsabilités techniques et opérationnelles du MOE.

Suivi des objectifs du projet :

L'AMO construction vérifiera que le MOE respecte les termes contractuels, en particulier en ce qui concerne les délais d'exécution, les coûts et les engagements de qualité. Il mettra en place un suivi des indicateurs de performance clés (délais, budget, conformité des livrables) et informera la maîtrise d'ouvrage en cas de dérive ou de non-conformité, afin qu'elle prenne des décisions adaptées.

Supervision de la qualité des travaux :

L'AMO construction devra assurer une présence régulière sur le chantier pour contrôler la qualité des matériaux, des méthodes de construction, et le respect des plans d'exécution.

Interface entre la maîtrise d'ouvrage et le maître d'œuvre :

L'AMO construction facilitera les échanges entre le MENRS et la MOE, en assurant la circulation efficace des informations et la compréhension commune des objectifs et contraintes du projet. Il participera aux réunions de chantier organisées par le maître d'œuvre pour représenter la maîtrise d'ouvrage, prendre note des progrès et des points de vigilance, et assurer le suivi de leurs résolutions. Il devra être force de proposition pour résoudre les problématiques rencontrées.

Suivi des délais et alertes en cas de dérive :

L'AMO construction appuiera le MENRS dans l'analyse des rapports d'avancement fournis par la MOE et comparera les délais réels aux prévisions du planning. Il signalera à la maîtrise d'ouvrage tout risque de retard ou de dépassement et proposera des mesures correctives.

Il s'assurera que le planning global du projet reste cohérent et réaliste, en identifiant les tâches critiques susceptibles d'influer sur les délais de livraison et en formulant des recommandations à la maîtrise d'ouvrage.

Il veillera à ce que les dépenses soient conformes aux prévisions initiales, et que le maître d'œuvre respecte les limites budgétaires convenues pour chaque phase. Il identifiera avec la maîtrise d'ouvrage toute dépense imprévue.

Suivi qualité en tant que représentant du client :

Sans réaliser d'inspections directes (responsabilité du MOE), l'AMO construction appuiera l'examen des rapports produits par le MOE, vérifiera que les tests de conformité sont réalisés et que les non-conformités éventuelles sont documentées et résolues.

L'AMO construction appuiera la supervision de suivi des réserves identifiées pendant la réalisation des travaux, en s'assurant qu'elles sont traitées par le maître d'œuvre dans les délais impartis.

Gestion des risques et des aléas :

L'AMO construction identifiera, en concertation avec le MENRS et le MOE, les risques potentiels liés à la réalisation des travaux (retards, coûts supplémentaires, qualité) et proposera des solutions d'atténuation. Il collaborera avec tous les intervenants pour établir un plan d'action face aux aléas identifiés, tout en s'assurant que le MOE intègre ces éléments dans son propre suivi des risques.

6. Réception et clôture du projet

L'AMO construction accompagnera le MENRS tout au long du processus de réception des travaux et de clôture du projet. Il jouera un rôle de conseil et d'accompagnement pour garantir la conformité des ouvrages aux attentes initiales, sans intervenir directement dans les inspections techniques, qui sont du ressort du MOE.

Préparation de la réception des ouvrages :

L'AMO construction s'assurera que le maître d'œuvre fournit tous les documents nécessaires pour la réception, tels que les rapports finaux d'exécution, les certificats de conformité et les attestations de tests techniques. Il analysera, avant la réception, la conformité des travaux aux termes du contrat et aux spécifications initiales pour signaler au MENRS toute incohérence qui pourrait nécessiter une action corrective avant la réception.

Assistance à la réception provisoire :

L'AMO construction assistera la maîtrise d'ouvrage dans la planification et la coordination de la réception provisoire des ouvrages, en collaboration avec le MOE.

En cas de réserves émises lors de la réception provisoire, l'AMO s'assurera que le MOE établit une liste exhaustive et que les actions correctives sont bien documentées pour permettre une levée dans les délais convenus. L'AMO analysera les conséquences des réserves émises sur la conformité aux engagements contractuels et conseillera la MENRS sur les actions à entreprendre, y compris les pénalités éventuelles en cas de non-conformité.

Suivi de la levée des réserves :

L'AMO construction suivra le planning de levée des réserves établi par le MOE et s'assurera que les interventions sont bien effectuées conformément aux exigences contractuelles. Il vérifiera les documents fournis par le MOE, confirmant la résolution des réserves (par exemple, photos, rapports de contrôle) et informera le MENRS dès que les conditions sont réunies pour la réception définitive.

Réception définitive :

À la fin de la période de parfait achèvement, l'AMO construction assistera le MENRS en s'assurant que le MOE a bien adressé toutes les remarques et interventions qui auraient pu apparaître durant cette période. Il analysera le rapport final de conformité produit par le maître d'œuvre pour conseiller la maîtrise d'ouvrage sur la validation de la réception définitive.

Documentation et clôture administrative :

L'AMO construction s'assurera que le maître d'œuvre a fourni l'ensemble des documents finaux, y compris :

- Les plans de récolement
- Les manuels d'entretien et d'utilisation des équipements.
- Les garanties des fournisseurs et sous-traitants.
- Les certificats de conformité et d'assurance.

L'AMO construction appuiera le MENRS pour la clôture des aspects financiers du projet, en vérifiant le règlement final des comptes et la libération des retenues de garantie, sous réserve de la validation de la réception définitive.

Mise en exploitation :

L'AMO construction proposera un plan de maintenance préventive et corrective des installations et des équipements, afin d'assurer leur pérennité. Il organisera, avec le MENRS, la formation nécessaire pour le personnel technique du centre, en s'assurant que tous les utilisateurs sont informés des procédures de maintenance et d'utilisation des équipements.

7. Transfert de compétences

Dans le cadre de ses missions, il est attendu de l'AMO construction une part importante de transfert de compétences. L'objectif de cette partie des prestations est que, à la fin de la mission de l'AMO construction, les équipes du MENRS soient en mesure de suivre le volet construction sur d'autres projets de construction de centre de formation professionnelle de même envergure, et en particulier sur les aspects suivants :

Aspect organisationnel

- Après concertation avec le MENRS et l'UCP sur les besoins, création et développement d'une boîte à outils pour la gestion, le suivi et le contrôle de projets d'infrastructures, venant compléter les outils existants ;
- Développement du volet infrastructure du manuel de procédures
- Formation interne au MENRS/BISEM pour l'appropriation et l'utilisation de la boîte à outils.

Aspect technique

- Appui technique au MENRS sur le volet de la gestion technique, procédurale, et organisationnelle du projet pour la composante infrastructure ;
- Assistance auprès du MENRS pour organiser et assurer la passation, le suivi et le contrôle technique et calendrier du projet pour la composante infrastructure ;
- Assistance spécifique auprès du MENRS pour le suivi, le contrôle et la validation des prestations de MOE du volet « construction » des projets ;
- Assistance spécifique auprès du MENRS pour la mise en application des procédures comptables des marchés de travaux incluant le règlement des acomptes sur la base des projets de décompte, la prise en compte des retenus de garantie et éventuelles avances de démarrage, etc...

Aspect qualité

- Assistance auprès du MENRS pour la production des rapports prévus au projet au titre de la convention de financement, et/ou du manuel de procédure suivant les niveaux de qualité requis par l'AFD : rapport semestriel d'exécution technique et financière, rapport annuel dont suivi des indicateurs, etc... ;
- Identification des éventuels dysfonctionnements au niveau de la gestion administrative, technique et financière, analyse de leurs conséquences et propositions de mesures pour y remédier et/ou améliorer la mise en œuvre de la composante infrastructure ;
- Restitution et partage des difficultés et des progrès réalisés sur le projet de construction du centre.

8. Rapportage

L'AMO construction produira un rapport mensuel d'exécution du projet, ainsi qu'un rapport semestriel. Les rapports devront être en cohérence avec les rapports et tableaux de reporting établis et mis à jour par les autres intervenants sur le projet.

9. Fin de mission

L'AMO construction élaborera un rapport de synthèse qui contient : les caractéristiques principales de l'opération, les noms et coordonnées des principaux intervenants, le bilan financier de l'opération en précisant les montants initiaux des contrats, leurs augmentations et le montant des actualisations et des révisions de prix, le bilan des modifications de prestations en phases d'études classées par catégories fixées au contrat de maîtrise d'œuvre, le bilan des travaux modificatifs classés par catégories fixées au contrat de maîtrise d'œuvre.

Les tâches attendues de **l'AMO E&S** sont décrites ci-dessous.

1. Coordination et dialogue

L'AMO coordonnera les activités liées à l'environnement et au social entre les différents acteurs et partenaires de mise en œuvre du projet. Il s'assurera la diffusion adéquate des documents de sauvegarde environnementale et sociale (EIES, PGES, PEPP, etc.) aux acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet dès son démarrage.

L'AMO E&S garantira la mise en œuvre du processus de dialogue avec les parties prenantes. Il appuiera le MENRS dans l'élaboration et la mise en œuvre du Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP), qui mènera des consultations significatives, inclusives et culturellement appropriées avec toutes les parties prenantes tout au long du cycle de vie du projet, en veillant à inclure les groupes vulnérables et défavorisés, y compris les Batwas. Les consultations auront lieu aux étapes importantes, notamment sur : les caractéristiques du projet (consultation pour informer le design), les différentes phases (mise à niveau des EIES, de définition des mesures de compensation, de démarrage des travaux ou des opérations), les conséquences environnementales et sociales et les mesures d'atténuation et d'accompagnement aux changements engendrés par le projet.

2. Système de management environnemental et social (SMES)

Au démarrage de la mission, l'AMO E&S intégrera la gestion E&S applicable au projet dans le manuel de procédures du projet.

3. Suivi des études :

Au préalable des études de conception, l'AMO E&S s'assurera de l'obtention du certificat foncier pour le site sélectionné et de la transmission à l'AFD.

L'AMO E&S accompagnera le MENRS dans la supervision et la validation des études E&S, notamment l'EIES - PGES post octroi prévue lors des études de conception, et avant l'élaboration des DAO travaux. Pour cela, il appuiera la rédaction des TDR (selon les directives de l'expert AES de l'AFD), le processus de sélection du consultant ainsi que le suivi de l'étude. L'EIES devra prendre en compte le cadre E&S national mais également le cadre E&S de la Banque Mondiale notamment en ce qui concerne les NES 2, NES 3, NES 4, NES 6 et NES 7. L'EIES devra faire l'objet d'une déclaration environnementale à

obtenir auprès du MINAGRIE avant le démarrage des travaux. L'état d'avancement des études E&S sera intégré aux rapports de suivi semestriel.

Important, l'EIES finalisée et validée est une suspensive au versement lié aux travaux. L'AMO E&S appuiera de façon prioritaire le MENRS dans la levée de cette condition suspensive, afin de ne pas retarder le démarrage des travaux.

L'AMO E&S produira une note d'analyse sur les documents produits par les intervenants en phase études (BET, MOE) qui concernent la mise en œuvre des mesures E&S du projet.

L'AMO E&S intégrera la mise en œuvre des activités E&S dans le calendrier d'exécution du projet.

Autorisations administratives nécessaires :

L'AMO E&S accompagnera le MENRS dans l'obtention auprès des autorités compétentes des permis, approbations et autorisations applicables au projet.

De plus, il appuiera le MENRS dans le respect des conditions associées à ces permis, approbations et autorisations tout au long de la mise en œuvre du projet.

Enfin, il s'assurera de la réception par l'AFD des copies des permis, approbations et autorisations.

Gestion des entreprises et sous-traitants :

L'AMO E&S élaborera le PGES chantier au préalable de l'élaboration des DAO travaux. Il s'assurera de l'intégration du PGES actualisé du projet et des clauses Environnementales, Sociales, Santé et Sécurité (ESSS de l'AFD) dans les DAO travaux.

L'AMO E&S garantira la mise en œuvre des mesures du PGES et le suivi de leurs indicateurs de performance.

L'AMO E&S produira une note d'analyse sur les documents produits par les intervenants en phase travaux (MOE, entreprises) qui concernent la mise en œuvre des mesures E&S du projet.

4. Suivi des travaux :

L'AMO E&S appuiera le MENRS dans la supervision du chantier sur les aspects E&S.

Il organisera des réunions avec les responsable SSE des entreprises de construction, afin de lire les doléances des parties prenantes, de formuler par écrit les réponses et d'assurer la mise en œuvre des actions correctives préconisées.

Il suivra et contrôlera la mise en œuvre des mesures E&S du PGES et des contrats des entreprises travaux.

L'état d'avancement de la mise en œuvre des aspects E&S sera intégré aux rapports de suivi semestriel.

5. Gestion des plaintes et des incidents

L'AMO E&S s'assurera de l'adoption du dispositif de règlement des griefs couvrant l'ensemble des phases du projet (de la préparation du site à l'exploitation). Tout au long du projet, il suivra la mise

en œuvre du dispositif. L'analyse des plaintes et de leur traitement sera intégré aux rapports de suivi semestriel.

L'AMO E&S s'assurera de la notification à l'AFD, sans délai de tout incident ou accident en lien avec le projet, ou ayant une incidence sur celui-ci, qui a ou est susceptible d'avoir de graves conséquences sur l'environnement, les communautés touchées, le public ou le personnel. Il s'assurera que des détails suffisants seront fournis, en indiquant les mesures prises sans délai pour y faire face.

6. Transfert de compétences

L'AMO E&S assurera le renforcement de capacité avec la formation sur le PGES et le PEPP à l'ensemble des parties prenantes, et notamment les personnes clés de la MOA, en ligne avec la réglementation nationale.

7. Rapportage

Durant toute la durée du projet, l'AMO rédigera un rapport de suivi semestriel sur le suivi E&S : niveau d'exécution, contraintes, suggestions, plans.

De plus, l'AMO E&S accompagnera le MENRS dans la préparation des rapports semestriels de suivi de la mise en œuvre du PEES, y compris le suivi des engagements pris dans les différents engagements E&S (CGES, EIES, PGES, etc.)

Durant toute la durée des travaux, l'AMO E&S accompagnera le MENRS dans la production des rapports semestriels de suivi de la mise en œuvre du PGES.

En résumé, l'ATMO devra notamment :

- Proposer des TDR pour l'EIES post-octroi
- Proposer un canevas de reporting intégrant l'ensemble des plans de gestion
- Collecter et consolider les données issues du PGES.
- Assurer le suivi des indicateurs clés selon une fréquence semestrielle et produire des rapports détaillés.
- Appuyer la MOA pour la mise en œuvre du PGES pour garantir une harmonisation des suivis.
- Proposer des actions correctives en cas d'écart ou de conflit entre les mesures des différents plans.
- Produire un tableau de bord global pour le suivi consolidé.

5.2 Conditions de livraison/d'exécution et interlocuteurs

L'interlocutrice dédiée du prestataire sera la Responsable de l'Equipe Projet AFD basée à Paris, en lien avec la direction de l'agence de Bujumbura.

Le Prestataire travaillera en appui à l'équipe projet de l'AFD en charge de l'instruction de ce projet. A ce titre, il participera aux différentes mission d'instruction et d'évaluation ex-ante qui seront conduites par l'AFD au Burundi, qui nourriront leurs études et intégreront les modifications et approfondissements complémentaires nécessaires au document de projet jusqu'à sa version finale.

La prestation s'exécutera à travers des missions de terrain à Cankuzo, notamment pour faciliter les échanges en face à face avec les parties prenantes au programme, ainsi qu'à travers un appui à distance (analyse des documents, rédaction des rapports, etc.). Les dates de mission seront fixées en accord avec l'Agence et les termes de référence de chacune d'elles seront validés par l'AFD en amont de la mission.

5.3 Méthodologie attendue

Le candidat devrait inclure dans sa proposition technique un descriptif des modalités de travail, un plan de travail précisant la méthodologie détaillée envisagée en tenant compte des éléments présentés dans les TDR, éventuellement d'autres propositions méthodologiques argumentées, le calendrier des missions, ainsi que le volume de la prestation.

Le candidat fera également une proposition financière sur la base des modèles de l'AFD, en décomposant les prix du marché. Dans l'éventualité où les missions ne pourraient pas avoir lieu du fait de la situation sanitaire, seuls les hommes/jours effectués à distances seront facturés et leur nombre confirmé au préalable avec l'AFD.

La mission démarrera par une réunion de cadrage.

5.4 Durée estimée de la prestation, étapes intermédiaires, délais d'intervention

Le démarrage de la prestation est prévu **en mai/juin 2025 ou au plus tôt selon la durée définie dans le document contractuel, pour une durée maximum de 4 ans, selon les stipulations contractuelles.**

La présence sur site de l'équipe AMO sera dégressive :

- En **présentiel a minima les 12 premiers mois** (sur forfait) pour l'AMO construction puis en appui perlé/ponctuel (bons de commande) combinant une présence sur site aux temps forts et un appui à distance ;
- En appui perlé sur place et à distance pour l'AMO E&S (bons de commande)

La durée prévisionnelle de l'opération est décomposée comme suit (les durées comprennent les délais de validation par le MENRS) :

- Phases préalables (en cours) à la désignation du MOE (programmation, études et diagnostics complémentaires, consultation MOE) : 4 mois
- Phases de conception par la MOE : 6 mois
- Phase de consultation des entreprises de travaux : 4 mois
- Phases de Travaux : 24 mois.
- Phase de Garantie de Parfait Achèvement : 12 mois

Il est rappelé que le planning prévisionnel ci-dessous est fourni à titre indicatif.

Le contrat sera effectué en euros sur la base d'un budget en euros.

Rappel et détail de la prestation :

<u>Nature de la prestation</u>	<u>Nature de prix</u>
Appui de l'AMO Construction sur les 12 premiers mois de la Prestations	Prix forfaitaire et fixe
Appui perlé de l'AMO E&S sur toute la durée de la prestation	Prix sur bons de commande
Appui perlé de l'AMO Construction pour la durée restante du contrat, (après les 12 premiers mois de prestation forfaitaire	Prix sur bons de commande.

5.5 Livrables attendus

Les livrables attendus, en lien avec les missions évoquées ci-dessus sont, a minima, les suivants :

1. Rapports mensuels (le rapport compilera le rapport de l'AMO construction et de l'AMO E&S)
2. Rapports trimestriels (le rapport compilera le rapport de l'AMO construction et de l'AMO E&S)
3. Livrables spécifique défini par bons de commande.
4. Rapports spécifiques à l'avancement du projet, listés ci-dessous :

Phase de Préparation du Projet

- Rapport synthétique d'analyse de revue des études existantes, identification des besoins complémentaires, plan d'actions et recommandations
- Plan de passation des marchés (BE, travaux, équipements) réalisé par le MENRS avec l'appui de l'AMO, pour les 18 premiers mois
- Dossiers de consultation des prestataires (bureaux d'études spécialisés, MOE, éventuellement CT) rédigés par le MENRS avec l'appui de l'AMO
- Note d'analyse des offres
- Prévision budgétaire détaillée, assortie d'un calendrier de décaissement des fonds pour chaque étape du projet.
- Note d'avancement des études préalables synthétisant l'avancement des études, le respect des délais, les points de vigilance, à intégrer dans le rapport mensuel.

Phase de Suivi des Études Techniques et de Conception

- Note d'avancement mensuel des études de conception synthétisant l'avancement des études, le respect des délais, les points de vigilance, à intégrer dans le rapport mensuel.
- Rapports de validation des études techniques (APS et APD) fournis par le MOE
- Rapport de validation des études de projet (PRO) fournis par le MOE

Phase de Gestion Administrative et Financière

- Tableau de bord de suivi financier et budgétaire à intégrer dans le rapport mensuel.
- Plan pluriannuel de passation des marchés (BE, travaux, équipements) réalisé par le MENRS avec l'appui de l'AMO
- Plan de travail annuel (pour l'activité 1.1.) budgétisé
- Dossiers de consultation des entreprises de travaux et des équipés, préparés par le MOE et le MENRS avec l'appui de l'AMO
- Notes d'évaluation des avenants et des modifications contractuelles

- Calendrier de paiement des prestataires et suivi des décaissements à intégrer dans le rapport mensuel.

Phase de Suivi et Supervision des Travaux

- Note d'avancement mensuels des travaux synthétisant l'avancement des travaux, le respect des délais, les points de vigilance, et les indicateurs de performance clés, à intégrer au rapport mensuel.
- Note d'alerte en cas de dérive informant la maîtrise d'ouvrage des risques majeurs ou retards critiques, assortis de propositions de solutions.
- Rapport de suivi qualité : synthèse des rapports de qualité du maître d'œuvre et suivi des non-conformités relevées pendant les travaux, à intégrer dans le rapport mensuel.
- Rapports de suivi des réserves identifiées au cours du chantier, avec des mises à jour périodiques pour la maîtrise d'ouvrage, à intégrer dans le rapport mensuel.

Phase de Réception et Clôture du Projet

- Rapport de préparation à la réception provisoire
- Document de suivi des réserves et rapport de levée des réserves final attestant de la résolution des non-conformités pour la réception définitive.
- Rapport de réception définitive
- Dossier de clôture administrative : regroupement de tous les documents administratifs (plans de récolement, certificats de conformité, garanties, manuels d'utilisation, etc.) remis à la maîtrise d'ouvrage.

Phase de Mise en Exploitation

- Proposition d'un plan de maintenance préventive et corrective pour garantir la durabilité des équipements et des infrastructures, incluant des recommandations de suivi et d'entretien.

Tous les livrables attendus devront faire l'objet d'une remise provisoire et d'une remise finale, prenant en compte les retours de l'AFD faisant suite à la remise provisoire. Pour chaque étape du travail, il conviendra de planifier une séance de présentation accompagnée d'un support afin d'assurer une réactivité optimale sur l'avancée des dossiers.

ARTICLE 6. Validation des livrables par l'AFD

6.1 Processus de validation des livrables

Chaque livrable fera l'objet d'une **première présentation notamment auprès des acteurs du MENRS** afin de recueillir leurs avis et commentaires.

Voir article 13 du Contrat.

6.2 Critères de validation des livrables

L'AFD estimera la qualité des livrables selon les critères suivants :

- La cohérence du livrable avec les éléments de contexte fournis

- La cohérence du livrable avec les questionnements soulevés dans les présents TDR
- Le caractère opérationnel des conclusions des livrables
- Le respect du périmètre de la Prestation demandée
- La clarté et la lisibilité du livrable
- Le respect des délais.

6.3 Compétences attendues du Prestataire

La prestation sera réalisée par **un opérateur économique**.

L'équipe proposée devra être constituée d'un architecte et d'un expert environnemental et social. Les candidats devront disposer, a minima, des qualifications suivantes :

Pour l'AMOA Construction :

- Être titulaire d'un diplôme de niveau minimum BAC + 5 en architecture,

Pour l'AMOA E&S

- Être titulaire d'un diplôme de niveau minimum BAC+5 d'ingénieur environnementaliste.

Les candidats devront se prévaloir, a minima de :

Spécifiquement pour l'AMOA Construction :

- Une expérience prouvée de minimum 10 ans dans la conduite de projets incluant une composante infrastructure bâtiment ;
- Une expérience avérée dans le contrôle, le suivi et la supervision de projets d'infrastructures financés par les bailleurs de fonds internationaux ;
- Une connaissance du milieu de l'éducation et de la formation professionnelle est un atout ;
- Solides connaissances de l'environnement du Projet d'infrastructures (programmation architecturale et techniques, maîtrise d'œuvre, études d'avant-Projet (AVP), dossier d'appel d'offre (DAO), supervision, réception...) ;
- Solides connaissances des procédures de passation de marchés financés par des bailleurs de fonds internationaux;

Spécifiquement pour l'AMOA Construction :

- Une expérience d'au moins 10 ans dans la réalisation ou le suivi ou la coordination des évaluations environnementales (EIES, PGES, PAR, audit environnemental, PEPP) des projets de développement, notamment ceux financés par les institutions internationales telles que l'AFD, la Banque Mondiale, les agences des Nations Unies ;
- Une expérience d'au moins 5 ans dans la mise en œuvre et/ou le suivi des plans de gestion environnementale et sociale (PGES) et les plans d'action de réinstallation (PAR) des personnes affectées par le projet ;
- Excellente connaissance des politiques opérationnelles de la Banque Mondiale en matière de protection environnementale et sociale ;

Il est également attendu pour les deux experts :

- Maîtrise de l'utilisation des documents au format DXF, DWG, etc...(Autocad) ;

- Connaissance du contexte local en termes de réglementation et législation environnementale et sociale ;
- Solides connaissances informatiques des logiciels courants (Microsoft office (word, excel), boîte email, et autres outils de communication) ;
- Maîtrise de la langue française ;
- La connaissance du Burundi est un atout.

Les Consultants préciseront également, dans leurs offres de services, la répartition des tâches et le nombre de jours travaillés par chaque membre de l'équipe aux différentes étapes de l'étude, et les articulations entre eux (mécanismes de coordination de l'évaluation par le consultant chef de mission et mécanismes d'articulation / communication entre les consultants).

Les consultants devront fournir un dossier indiquant les diverses qualifications et capacités techniques à exécuter l'étude (brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, etc.).

ARTICLE 7. Contraintes imposées par l'AFD

Le titulaire désignera un interlocuteur unique chargé de suivre le présent marché.

L'exécution du marché nécessite l'usage permanent de la langue française dans les rapports avec le maître d'ouvrage : documents, réunions, comptes rendus, appels téléphoniques, courriers électroniques, tous livrables, etc.

ARTICLE 8. Moyens mis à disposition du Prestataire

L'AFD mettra à disposition de la mission d'expertise tous les documents utiles à la bonne réalisation de la prestation (étude de faisabilité, PEES, etc.)

ARTICLE 9. Annexes

- Annexe 1 : Note concept de projet

■

ANNEXE 1 - Note de concept du projet CBI1075

I – PRESENTATION DU PROJET

1 Le projet dans son contexte

L'histoire contemporaine du Burundi est marquée par une succession de crises dans lesquelles interviennent des enjeux aussi bien politiques et sociaux qu'identitaires. Depuis son indépendance en 1962, le pays a connu six épisodes de conflits internes en 1965, 1972, 1988, 1991, 1993-2003 et 2015. Malgré les instabilités politiques et les troubles civils des années 1960 et 1970, l'économie a réussi à connaître une croissance modérée. Pendant les années 1970, l'économie du Burundi a cru à un rythme similaire à celui de la moyenne des autres pays d'Afrique subsaharienne et a augmenté de 4,2% dans les années 1980, presque triplant la moyenne de l'Afrique subsaharienne (1,4 %). Avec la guerre civile de 1993, cette tendance s'est inversée. Aujourd'hui, le Burundi est l'un des pays les plus pauvres du monde³ avec l'un des niveaux de développement humain les plus bas (187 sur 191). Après une période de légère augmentation de 2010 à 2015 (phase de paix relative), le PIB par habitant du Burundi a chuté pour retrouver son niveau des années 1990, niveau le plus faible au monde (259 USD). Comme beaucoup d'autres pays post-conflit, le Burundi est classé comme un État fragile par la Banque mondiale avec un score CPIA (Country Policy and Institutional Arrangement) de 2,9 en 2020. Dans ce contexte, le Burundi fait face à des défis sociaux et économiques majeurs. La pauvreté multidimensionnelle et les inégalités sont prégnantes⁴ avec des conditions de vie extrêmement dégradées et des discriminations marquées notamment pour les femmes et les filles, les personnes vivant avec un handicap, la minorité autochtone Batwa⁵ et les personnes déplacées. Au Burundi, les femmes se heurtent non seulement à un modèle historique de discrimination, mais aussi à des barrières politiques, sociales, et économiques qui les empêchent de jouir pleinement de leurs droits fondamentaux. Une grande partie de la population est ainsi majoritairement privée d'accès aux services essentiels et besoins de consommation de base. Par ailleurs, la violence sexuelle et basée sur le genre (VBG) demeure une préoccupation majeure, y compris en contexte d'apprentissage – primaire, secondaire, supérieur.

Le pays est caractérisé par une croissance démographique très forte. Ces dix dernières années, la population burundaise a connu une croissance rapide de 30,1 %, passant de 9,5 millions d'habitants en 2010 à 12,3 millions en 2020. La jeunesse burundaise représente une part importante de la population du pays. Avec environ 61 % de la population de moins de 25 ans⁶, la jeunesse constitue le bien le plus précieux du pays. Estimée à 5,1 millions en 2010, la population scolarisable a augmenté à un rythme moyen de 2,1% par an atteignant près de 6,4 millions en 2020. Si ces tendances se confirment, 7,3 millions d'enfants seront à scolariser en 2030, soit 55,8% de la population burundaise. Avec une hausse de 45% de leurs effectifs, les demandes sur le post-fondamental (post-collège) et le supérieur devrait s'accroître extrêmement rapidement entre 2020 et 2030. Des progrès substantiels ont en effet été réalisés en termes d'accès à l'éducation. Le taux brut de scolarisation au primaire est passé de 58% en 2000 (un des plus faibles d'Afrique Subsaharienne) à 111% en 2022. Les effectifs scolarisés dans les centres d'enseignement des métiers (CEM) et de formation professionnelle (CFP) connaissent une croissance particulièrement élevée (29 %). Investir dans la jeunesse au Burundi permettra au pays de renforcer la future force de travail du pays et d'assurer ainsi une main d'œuvre

³ 87 % de la population vivant avec moins de 1,9 USD/jour selon la Banque Mondiale.

⁴ 75,1% (2016/2017) de la population est en situation de pauvreté multidimensionnelle selon le PNUD. Les écarts de revenu entre les plus riches et le reste de la population demeurent important : les revenus des 10% les plus riches de la population sont 17 fois plus élevés que les revenus des 50% les plus pauvres de la population (*World Inequality Database*).

⁵ Représentant environ 1% de la population burundaise, le peuple Batwa souffre d'exclusion sociale et politique, de discrimination et d'un très faible accès aux services.

⁶ 45% de sa population âgée de moins de 14 ans et 19% de sa population âgée de 15 à 24 ans

qualifiée et productive capable de stimuler la croissance économique et d'agir sur l'amélioration des conditions de vie. Les données disponibles alertent sur l'importance d'inverser la tendance actuelle : plus de la moitié de la population active (56%) n'est jamais allée à l'école, et seulement 6% ont étudié au-delà de l'école primaire⁷. La non scolarisation est un déterminant majeur de l'appartenance au *bottom 40*⁸.

Le Plan National de Développement du Burundi 2018-2027, dans son 5^e axe, vise à « développer un système éducatif performant conforme aux besoins nationaux et aux normes internationales et à promouvoir et valoriser la formation technique et professionnelle d'une part, l'insertion socio-professionnelle des jeunes lauréats à travers la création d'un fond de financement de la formation technique et professionnelle et la vente de leurs productions d'autre part ». La politique nationale de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle (2022) confirme i) la place importante de cette problématique dans la stratégie du gouvernement en vue d'offrir des solutions de formation à une partie importante des jeunes burundais et ii) l'enjeu de remédier à l'inadéquation entre la formation et l'emploi.

2 Problématique identifiée

Malgré les progrès réalisés en termes d'éducation et de formation, le système éducatif burundais conserve un caractère théorique, généraliste, peu professionnalisant et ne répond plus efficacement aux impératifs de l'économie et du marché du travail. Les offres de formation à l'enseignement fondamental, post-fondamental et supérieur sont principalement orientées vers l'acquisition de connaissances et peu tournées vers l'apprentissage d'un métier. Beaucoup de lauréats de l'enseignement fondamental et post-fondamental qui ne terminent pas avec succès et qui ne parviennent pas à s'insérer au niveau supérieur deviennent des jeunes « chômeurs » sans qualification pratique pour un emploi ou un métier. C'est notamment le cas des jeunes filles qui font face à de nombreuses barrières pour accéder et se maintenir dans l'enseignement : les violences en milieu scolaire / apprentissage contribuent à un fort taux d'abandon par les filles ; la stigmatisation et la non-acceptation des jeunes filles enceintes poussent les jeunes mères à abandonner leur cursus pendant leur grossesse ; le poids des normes où il est socialement acceptable que les filles abandonnent leurs études pour effectuer des travaux domestiques non rémunérés ; le manque d'installations d'hygiène qui contribue à l'absentéisme des filles. Par ailleurs, la ségrégation de genre par filière - les filières identifiées pour les jeunes filles sont majoritairement la couture – cantonne les filles à des débouchés peu générateurs de revenus. Enfin, les discriminations des personnes vivant avec un handicap limitent fortement leur accès à la formation et l'offre publique de formation professionnelle pour ces groupes est quasi inexistante. La multiplication des centres d'enseignement des métiers (un par commune) et des centres de formation professionnelle (a minima 1 par province) pour ceux qui ne terminent pas avec succès l'école fondamentale d'une part, et la création des instituts d'enseignement supérieur pour ceux qui réussissent pas à l'examen d'Etat n'ont pas pu résoudre les défis récurrents d'employabilité des jeunes. Par ailleurs, la proportion de femmes dans les CFP n'est que de 10% et il n'y pratiquement aucune formatrice.

Dans ce contexte, le Gouvernement de la République du Burundi a pour ambition de mettre en place cinq CFP-RP en faveur des jeunes dans les filières porteuses d'emploi afin d'assurer une insertion socio-professionnelle réussie aux lauréats du post fondamental. Un premier centre a été construit dans la province de Karusi sur financement de l'Etat avec un appui financier de la BAfD en cours pour les

⁷ Evaluation de la pauvreté au Burundi, Banque Mondiale, 2016.

⁸ La grande majorité (73%) des enfants non scolarisés appartiennent au *bottom 40*. Cette situation s'inverse au fur et à mesure du parcours éducatif.

équipements. L'AFD accompagnera la création d'un second centre dans la future province de Buhumuza⁹ et qui couvrira les actuelles provinces de Ruyigi, Muyinga et Cankuzo.

Les 3 provinces visées par le projet sont parmi les provinces les plus reculées et touchées par la pauvreté. La future province de Buhumuza a été également retenue au regard des enjeux en termes d'emploi et d'insertion. Selon l'Enquête Intégrée des Conditions de Vie des Ménages du Burundi (Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages Burundais, ECVMB 2019-2020), le taux de sous-emploi de 70.5% dans la province de Muyinga est l'un des plus élevés au Burundi. Le taux de sous-emploi dans les provinces de Cankuzo et Ruyigi, respectivement de 63.6% et 46.1% est aussi élevé. Les trois provinces couvertes par le futur centre régional sont marquées par des niveaux de pauvreté élevée¹⁰.

Ce centre régional de formation professionnelle a vocation à développer une offre accessible pour un public majoritairement rural et défavorisé, dans un contexte où l'offre de formation professionnelle de qualité est inexistante (secteur sous-financé malgré une demande en croissance projetée à +45% d'ici 2030). Les cibles du centre comprennent les jeunes et adultes sortis du système scolaire, dans l'emploi ou sans emploi. La formation initiale (BTS, 2 ans) est accessible aux sortants des CEM/CFP (c'est-à-dire les jeunes n'ayant pas réussi l'école fondamentale), ayant au moins 2 ans d'expérience professionnelle. Au centre de Ruzi, qui ouvrira en septembre 2024, il est déjà constaté que parmi les 108 premiers inscrits originaires de la province de Cankuzo, 17 sont issus d'un parcours hors de l'école fondamentale, soit plus de 18%. Le nombre important d'inscrits originaires de Cankuzo pour le centre de Ruzi qui se situe au centre du pays révèle aussi le fort intérêt de ces jeunes pour la formation professionnelle, que comblera le nouveau centre au sein même de leur province. La formation professionnelle (courte) est accessible à tous.

Au Burundi, le cycle de l'école fondamentale est marqué par des inégalités d'achèvement en fonction du niveau de richesse des ménages et de leur lieu d'habitation (rural / urbain). Des programmes et financements importants sont mis en œuvre afin de renforcer l'accès et la qualité du cycle fondamental. Le CFP-RP pourra accueillir des jeunes issus des CEM/CFP (n'ayant pas nécessairement réussi l'école fondamentale) et ayant au moins 2 ans d'expérience professionnelle. Il accueillera également les jeunes et adultes sortis du système scolaire, sans emploi ou en reconversion professionnelle en stages « métier » certifiants ainsi que les personnes dans l'emploi en formation modulaire (renforcement des capacités). Il dispensera également des formations continues modulaires pour les formateurs et gestionnaires des centres de l'enseignement techniques et des métiers.

3 Finalité et objectif(s) spécifique(s) du projet

Le projet a pour finalité de renforcer l'offre de formation professionnelle au Burundi et d'accompagner l'insertion professionnelle des jeunes dans la province de Buhumuza en tenant compte des enjeux de réduction des inégalités sociales et de genre. Il visera à rénover et à renforcer les dispositifs de formation professionnelle et d'insertion-installation pour améliorer les compétences, les conditions de travail et le niveau de vie des jeunes dans cette province et à favoriser l'inclusion...

Ce projet s'inscrit dans la politique sectorielle du gouvernement et en cohérence avec les interventions des PTF.

Les objectifs spécifiques suivants sont visés :

⁹ En Juillet 2022, le gouvernement de Burundi a décidé de procéder à un redécoupage administratif qui devrait entrer en vigueur en 2025 afin de réduire le nombre de provinces à 5 (aujourd'hui de 18) et de communes à 42 (aujourd'hui de 119).

¹⁰ Ces 3 provinces font partie des 8 provinces du pays (sur 18) observant des taux de pauvreté (monétaire) supérieurs à la moyenne nationale. La part des ménages issus du *bottom 40* dans ces trois provinces est également particulièrement élevée (53,4% des ménages dans la province de Cankuzo, 55,6% dans la province de Ruyigi et 57,6% dans la province de Muyinga, voir Fiche pays *Bottom 40*).

- l'amélioration de l'offre de formation de qualité, sensible au genre et inclusive, à travers la construction et la mise en place d'un établissement polyvalent dans une province et l'appui aux institutions de formations présents sur le territoire ; la modernisation des programmes, la formation des formateurs et l'acquisition d'équipements. Cette nouvelle offre de formation devrait renforcer l'attractivité du secteur de la formation professionnelle et développer des compétences techniques correspondants aux attentes du marché du travail. Le développement de compétences transversales fera également l'objet d'une attention particulière ;
- l'appui à l'insertion des jeunes, y compris les femmes et les personnes aux besoins spécifiques, sortants à travers le développement de stages, de l'auto-emploi/entrepreneuriat ;
- le renforcement des liens avec le secteur privé et de l'autonomie pédagogique et financière ;
- un appui transversal au ministère pour une meilleure prise en compte des inégalités de genre et multidimensionnelles et pour renforcer ses capacités d'évaluation prospectives des besoins en compétences du marché du travail.

4 Contenu du projet et stratégie

Le projet est structuré autour des composantes suivantes :

Composante 1 : programme d'infrastructures et équipements

Le financement de l'AFD prendrait en charge la construction du centre correspondant aux trois filières retenues : bâtiment et travaux publics, transformation agroalimentaire et gestion des coopératives. Le nouvel établissement disposerait de toutes les infrastructures nécessaires à son bon fonctionnement : administration, salles de classes, ateliers (« technopole »), réfectoires, internats.

La conception et l'aménagement du centre prendront en compte les meilleures pratiques favorisant l'inclusion (par exemple accessibilité pour les personnes en situation de handicap), la cohésion sociale (espace collectifs et sportifs), et la mise en place d'espaces assurant la dignité, la sécurité et le bien-être des personnes (notamment en ce qui concerne les dortoirs, les toilettes). Dans la mesure du possible ces nouveaux bâtiments seront conçus pour réduire les coûts d'exploitation.

Cette composante couvrira également l'acquisition des équipements techniques et pédagogiques nécessaires au fonctionnement du centre en lien avec les filières.

Le gouvernement Burundais prendra en charge la connexion au réseau d'eau, d'électricité et s'assurera de l'accès terrestre du site.

Composante 2 : renforcement de l'offre de formation, en phase avec les opportunités d'emplois et de l'accompagnement vers l'insertion professionnelle des jeunes

Les programmes de formations des filières retenues pour le centre et éventuellement les centres du territoire seront mis à jour. Si besoin de nouveaux programmes seront développés.

Sur la base de l'analyse de l'attractivité des jeunes femmes et des jeunes hommes pour l'offre de formation existante et également des débouchés envisageables, les filières retenues sont celles du bâtiment et des travaux publics, de la transformation agroalimentaire et de la gestion des coopératives. La filière agropastorale est également envisagée pour les formations modulaires à destination des professionnels en activité. Le choix d'orienter cette filière seulement vers ce public s'explique par les enjeux d'amélioration de la productivité et de la durabilité des systèmes de production agricole, qui reste le premier secteur d'activité du pays, mais qui offre peu de perspectives de développement économique à long terme pour les jeunes se désintéressant de la formation professionnelle dans ce domaine.

Les formateurs seront formés à leur mise en œuvre et notamment à l'utilisation des équipements. L'offre de formation comprendra également des programmes d'alphabétisation adaptée aux filières métiers afin de permettre aux publics défavorisés d'accéder aux opportunités de formation et d'insertion dans le travail. Le personnel du centre sera en outre sensibilisé et formé sur les enjeux de genre, d'inclusion

et de non-discrimination ainsi que sur la surveillance des éventuels cas de décrochage et de difficultés de certains publics et plus globalement pour l'animation sociale du centre (activités de cohésion sociale, gestion des conflits, etc.).

Les opportunités d'emplois, d'innovation et d'entrepreneuriat seront soutenues par un service en charge de l'orientation professionnelle et du suivi des stages. L'objectif sera d'accompagner les apprenants dans leur projet d'orientation en leur permettant de découvrir différents métiers et les formations qui y conduisent, afin de faire des choix éclairés conduisant à une qualification reconnue et à une insertion sociale et professionnelle réussie, y compris pour les femmes à travers l'orientation et l'accompagnement vers des activités davantage génératrices de revenus. Ce service pourrait être assuré par le PAEEJ (programme d'autonomisation économique et d'emplois des jeunes, initiative du gouvernement) qui œuvre déjà en ce sens et est implanté notamment à Cankuzo. La collaboration pourra être réalisée sous forme de prestation ou de rétrocession, la modalité sera à définir en concertation avec le MENRS. Le PAEEJ a été créé en 2021, à l'initiative du gouvernement du Burundi (décret n°100/107). L'objectif général du PAEEJ est d'appuyer la politique du gouvernement en matière de création d'emplois, afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des jeunes chômeurs diplômés, en favorisant leur insertion professionnelle et leur accès à la formation. Le PAEEJ compte notamment parmi ses activités l'octroi de prêts à taux zéro aux jeunes entrepreneurs.

L'offre de formation du CFP-RP pourra inclure des modules de formation courts, dédiés aux professionnels en activité.

Le centre pourrait disposer par ailleurs d'une Unité d'Appui Pédagogique et de Production (UAPP), qui lui permettra de commercialiser des biens et services pour renforcer son intégration dans le tissu industriel et commercial et familiariser les apprenants au fonctionnement d'une entreprise. Le développement d'UAPP est inscrit dans les missions du décret portant création des CFP-RP. Ce dispositif existe donc dans les textes, mais il reste à le développer concrètement dans les centres.

Le CFP-RP pourra par ailleurs louer ses ateliers, hors temps scolaires, aux entreprises et coopératives du territoire. Cette activité, comme celle de l'UAPP, pourra générer des revenus complémentaires pour le fonctionnement du centre.

Dans le cas précis des coopératives rassemblant des publics vulnérables (coopératives de femmes et de jeunes), le centre pourra proposer ces services (formations courtes, location des ateliers et prêt d'équipement) à titre gracieux.

Composante 3 : Appui au pilotage du projet et renforcement des capacités institutionnelles

Cette composante intègre le travail de l'UGP pour le pilotage du projet. Le coût de l'UGP sera pris en charge par le MENRS, sur fonds propres. Il est néanmoins envisagé que le projet finance l'UGP au démarrage et prenne en charge les coûts relatifs à l'expert E&S qui devra faire partie de l'UGP.

A travers cette composante, le projet renforcera par ailleurs les capacités des institutions centrales à mieux évaluer les besoins en formation, élaborer des programmes de formation pertinents et créer des plans de formation. L'équipe de direction du centre se verra également renforcée dans sa capacité de gestion de l'établissement.

Pour permettre le rayonnement du centre au niveau provincial et la bonne collaboration avec les centres existants dans la région, ces formations pourront aussi être réalisées auprès des équipes de direction des autres centres de la province.

Composante transversale visant au renforcement de l'autonomisation économique des femmes et à l'inclusion sociale

Le projet veillera à prendre en compte tous les profils d'apprenants en créant un environnement pédagogique et non-pédagogique inclusif : cadre de travail et de vie agréable, adapté aux situations de handicap, bienveillant et sécurisant pour les jeunes femmes et filles-mères, permettant de retenir les apprenant.es en situation de décrochage scolaire et offrant des opportunités de formation aux jeunes en dehors du système (NEET).

La construction des bâtiments prendra en compte les besoins spécifiques des femmes et des personnes à mobilité réduite : séparation des blocs dortoirs hommes et femmes et adaptés aux personnes à mobilité réduite ; toilettes séparées accessibles pour les personnes à mobilité réduite ; Infirmerie équipée d'un service d'écoute et distribution des serviettes périodiques.

Une attention particulière sera portée à la prise en compte des besoins spécifiques des filles, en particulier en termes de sécurité, d'hygiène et de santé : un accompagnement est prévu pour la sensibilisation, la prévention et la prise en charge des cas de violences envers les femmes pendant la phase de travaux (code de conduite sur le chantier, comité de gestion des plaintes, outils de suivi, sensibilisation). Une ONG spécialisée sera recrutée pour l'encadrement lors de la phase de travaux.

Dans le cadre d'un financement complémentaire, d'autres activités pourront être déployées : cette même ONG pourra accompagner l'ouverture du centre (communication, mobilisation communautaire) et la mise en place d'un mécanisme de prévention et de réponse aux abus, au harcèlement sexuel et la discrimination à destination du personnel et de l'ensemble des apprenants (code de conduite, formations, sensibilisations). Cette ONG pourra également être sollicitée dans le cadre des sensibilisations à la gestion des conflits, à l'appui à l'accompagnement des cas de difficultés des publics les plus défavorisés. Cette activité pourra aussi être déployée à l'échelle provinciale, pour renforcer les centres de formation existants.

Une emphase sexospécifique pourra être portée à la promotion de filières et métiers vus comme traditionnellement masculins, à la valorisation de modèles féminins et à un meilleur équilibre de genre au sein des postes (enseignants comme administratifs) et au sein des activités entrepreneuriales.

L'étude de diagnostic genre et inégalités (en cours) permettra d'affiner et de compléter ces orientations afin de maximiser les impacts sociaux du projet.

5 Intervenants et mode opératoire

Le bénéficiaire est la République du Burundi, représentée par le Ministère des Finances. Le Ministère de l'éducation sera la maîtrise d'ouvrage. Une unité de gestion de projet sera créée au sein du MENRS. Elle inclura un expert E&S pour le suivi des travaux. Le coordinateur de l'UGP sera l'ordonnateur des dépenses. Les fonds seront versés sous formes d'avances renouvelables sur un compte dédié au projet. Des paiements directs pourront être réalisés pour les montants supérieurs à un certain seuil.

Un comité de projet se réunira une fois par an pour analyser l'évolution des activités et donner des recommandations stratégiques.

Les contrôles, identifiés dans le Manuel des procédures, seront délivrés par avis de non-objection de l'AFD. Un dispositif de suivi-évaluation, un plan de communication et un plan d'action genre et d'inclusion sociale seront produits.

Le MENRS est organisé avec un Secrétaire Permanent en charge entre autres de la supervision de l'ensemble des financements extérieurs, d'un Directeur Général de l'Enseignement Technique et de la formation professionnelle (DGETFP), ainsi que d'un directeur du Bureau des Infrastructures Scolaires, de l'Entretien et de la Maintenance (BISEM).

L'AFD assurera la maîtrise d'ouvrage directe des audits financiers du projet et de l'assistance à maîtrise d'ouvrage.

6 Dispositif de suivi-évaluation

L'évaluation de l'attractivité de la formation professionnelle sera appréciée à travers le nombre d'inscriptions au centre et le taux de décrochage. L'évaluation de l'impact sur les apprentissages des apprenants sera possible au travers des évaluations nationales et des évaluations de fin de formation. Pour ce qui est du taux d'insertion professionnelle des apprenants, un suivi sera assuré par le service

dédié du centre. L'évaluation en termes de renforcement de capacités pourra être réalisée par le constat du nombre de formations réalisées pour les personnels du centre et au taux de participation.

Les données seront collectées par l'UGP directement auprès du CFP-RP et du MENRS. Les résultats seront désagregés selon le genre et le profil socio-économique.

II- FINANCEMENT

1 Coût et plan de financement

Coût estimatif du projet (programme)	Montant en euros	%
Composante 1 (infrastructure et équipements)	7 500 000	
Composante 2 (offre de formation et coopération écoles/entreprises)	200 000	
Composante 3 (renforcement des capacités institutionnelles, pilotage du projet)	300 000	
Composante transversale (genre et inégalités)	100 000	
AMO (maîtrise d'ouvrage directe AFD)	550 000	
Audit (maîtrise d'ouvrage directe AFD)	250 000	
UGP (sur 5 ans, sur la base du coût de l'UGP du CFP-RE de Cibitoke)	325 000	
Imprévus	100 000	
Opérations et maintenance (coût annuel)	100 000	
Total TTC	9 100 000	100%

Plan de financement envisagé	Montant en euros	%
AFD	9 000 000	
Autofinancement	425 000	
MENRS : opération et maintenance (coût indiqué pour 1 an) + UGP		
Reste à financer	0	
Total TTC	9 100 000	100

2 Schéma fiduciaire

Le financement sera mené en approche projet. La passation des marchés respectera la réglementation burundaise en vigueur et les Directives de passation de marchés de l'AFD. Les versements se feront par avances renouvelables sur un compte projet dédié et par paiements directs de l'AFD aux prestataires, en dessous d'un certain seuil.

CARTES

